



Comité Social d'Administration Ministériel du 22 février 2024 COMPTE-RENDU

Paris, le 23 février 2024

L'UNSA était représentée par Émilie Cerisier et Jérôme Chaur.

Déclarations liminaires

La déclaration liminaire de l'UNSA se trouve au bas de ce compte-rendu.

Réponses de l'administration aux déclarations liminaires :

Crise du monde agricole et situation difficile des agents : Il n'y a pas de doute sur le soutien du ministre vers les agents. Le ministre l'a exprimé publiquement, y compris auprès de la profession agricole. Le ministère ne laisse passer aucune situation qui met en cause les agents et porte plainte si besoin.

Simplification : la simplification pour le monde agricole implique aussi une simplification des missions pour les agents. Il n'est pas envisagé que les services subissent des difficultés supplémentaires.

Ecophyto : C'est une pause courte de 3 semaines pour retravailler le sujet mais l'objectif de baisse de 50 % en 2030 demeure.

Semaine de 4 jours : Il ne s'agit pas de réduire le temps de travail. C'est un changement d'organisation. La semaine de 4 jours ne sera pas obligatoire. Il s'agit de permettre une expérimentation là où c'est pertinent.

Une discussion interministérielle est en cours. Le MASA reviendra vers les OS prochainement.

Economies budgétaires : l'administration n'a pas souhaité commenter les annonces du Premier Ministre.

L'UNSA reviendra à la charge sur ce sujet puisque le décret 2024-124 paru au Journal Officiel le 21 février annonce l'annulation de crédits pour le MASA à hauteur de 70,52 millions d'euros dont 10,51 millions pour la sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation (BOP 206), 60,01 millions pour la conduite et le pilotage des politiques de l'agriculture (BOP 215).

Contractuels : Le SRH fait le maximum pour les paiements, y compris de faire des avances à hauteur de 90 % (ex.de la paie début février) dès qu'une situation a été connue. Les retards de paiement sont dus en grande majorité à des retards dans la transmission des éléments et aux délais incompressibles mis en œuvre par les finances publiques.



L'UNSA continue à œuvrer pour améliorer la situation des agents contractuels. Elle interviendra auprès du ministre de la transformation et de la fonction publiques pour qu'un travail soit lancé en interministériel sur ce sujet.

Pour la reprise des contrats pour l'application des nouveaux référentiels, le SRH va tenir les délais avec effets rétroactifs. Les contractuels de catégorie C, B et une partie des A ont été faits au premier janvier. L'ensemble des dossiers des agents sera régularisé avant la fin du premier semestre.

Outils numériques : Informatiques dans les services : le ministère œuvre à une amélioration des outils. La stratégie de ré-internalisation des ETP sur le numérique fait partie de cet objectif. Le travail a été engagé pour le recrutement des 60 ETP supplémentaires, pour mettre en œuvre la construction et la modernisation des outils.

Jeux olympiques : Le maximum est mis en œuvre pour qu'il y ait le moins d'impacts pour les agents concernés, notamment en sécurité sanitaire des aliments, santé et protection animale, filière équestre et les agents sur des missions de communication ou de protection informatique contre les cyber-attaques. Tous les agents impliqués seront concernés par la prime.

Quasi statut CNPF : Un travail est en cours avec le CNPF. Le résultat sera proposé au guichet unique qui est, pour l'instant, opposé à modifier le statut. Le SRH reste mesuré sur la réussite de ce projet, mais est à la manœuvre aux côtés du CNPF. Les représentants UNSA continuent d'œuvrer au sein du CNPF pour accompagner cette démarche.

Programmation annuelle des travaux du CSA Ministériel

L'administration présente pour la première fois en CSA ministériel cette programmation. Au-delà des groupes de travail habituels (mobilité, promotion, baromètre social etc.), plusieurs négociations sont prévues (égalité diversité, qualité de vie au travail et handicap).

D'autres sujets renforcent le dialogue social pour 2024 (Mise à jour de la note droits syndicaux, complémentaire santé, prévoyance, attractivité, Jeux Olympiques et transition écologique).

L'UNSA a revendiqué que des dates complémentaires soient prévues pour la négociation qualité de vie au travail (QVCT) comme pour les négociations sur l'égalité professionnelle.

Réponse de l'administration :

L'objectif n'est pas de démultiplier les réunions mais d'y passer le temps nécessaire. Les champs sur la qualité de vie au travail sont extrêmement larges. Il faudra se concentrer sur les points les plus essentiels pour une mise en œuvre efficace.

Présentation du baromètre social (pour information)

C'est une première présentation pour répondre à la demande des organisations syndicales qui avaient souhaité pouvoir échanger dès sa disponibilité. L'administration est favorable à rediscuter du sujet lors d'un prochain CSA M après le GT prévu sur ce thème.

Cette enquête a été faite par l'institut BVA. Le dernier baromètre social est de 2020. Il y a eu peu de modifications sur les questions du baromètre afin de permettre une comparaison. Le télétravail est un item rajouté.

Participation : 35 %, en progrès par rapport à celui 2020 (30 %) – 6135 participants.

L'UNSA a retenu les éléments suivants :

- satisfaction globale des agents toujours importante (6,2/10) mais en baisse par rapport à 2020 (6,4 sur 10),
- le télétravail est un motif de satisfaction pour une majorité des agents,
- les agents perçoivent plus négativement qu'en 2020 l'intensification, la charge de travail et les conditions de travail,

Malgré tout, les $\frac{3}{4}$ des personnes interrogées estiment qu'ils ont un bon équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et que leur relation avec leur hiérarchie est satisfaisante (en hausse par rapport à 2020).

Sur le dialogue social, et l'accompagnement RH et l'accès aux formations, les agents ont une opinion positive.

Enfin, le sentiment d'appartenance des agents au ministère reste élevé (90 % d'avis positifs).

L'UNSA est intervenue sur :

- le soutien en situation difficile. Ce chiffre est assez décevant malgré les ISST et assistantes sociales,
- le taux de participation plutôt faible malgré une forte promotion et des relances régulières par mail de l'administration,
- les données de l'enquête : quels degrés de détail seront à disposition des OS pour le prochain GT baromètre social.

Sur le sentiment d'appartenance qui est très élevé (90 %), l'UNSA relève que le défaut d'attractivité semble plus lié à une méconnaissance des missions du ministère. Dès que les agents exercent au MASA, leur adhésion est très bonne.

Réponse de l'administration :

Les indicateurs montrent que l'intensification du travail est mal vécue et devient un axe d'amélioration. Sur le télétravail, BVA pense qu'il y a un biais dans les réponses d'absence d'impact sur les relations de travail. Les agents ont peur qu'une réponse négative implique un possible retour en arrière.

Sur le taux de participation, BVA analyse que c'est plutôt en moyenne basse. La participation est plus importante quand on interroge des agents qui ont un accès facile à un poste de travail informatique (DRAAF, Administration centrale).

Le GT baromètre social (20 mars) portera sur l'ensemble des données et sur le périmètre ministériel. Pas de détail plus fin (DRAAF, SG, enseignement agricole etc..).



Déclaration liminaire CSA M

Paris, le 22 février 2024

Madame la présidente,
Mesdames, Messieurs,

Pour ce premier CSA Ministériel de l'année, l'UNSA réitère son alerte concernant les équipes et services en charge de missions agricoles, et plus particulièrement en matière de PAC, de contrôles et de simplifications de normes.

Si chaque agent, à tous les échelons (DGPE, direction régionale ou direction départementale), a à cœur de mieux soutenir le monde agricole en forte crise, les promesses du Premier Ministre ont mis les services en forte pression. Pire, les services se retrouvent en situation de réaliser l'impossible en quelques semaines alors que depuis des années ils alertent et proposent pour améliorer leur travail et par extension mieux répondre aux besoins de la profession agricole.

L'UNSA regrette également que le Premier Ministre, hier, n'ait pas eu un mot pour les agents du ministère qui ont et vont permettre de réaliser les paiements dans des temps extrêmement courts.

L'ambition de mieux soutenir est commune mais la méthode politique n'a fait que repousser le problème. Nous le voyons bien depuis quelques jours avec des manifestations qui reprennent, avec de nouvelles dégradations de lieux publics.

Comment le ministère compte tenir les promesses qui, pour l'UNSA, sont trop irréalistes ? Rajouter de la pression à la pression ? Rappelons que des arrêtés supprimés ou simplifiés ne modifient pas par la magie d'une signature d'un Préfet les procédures informatiques, circuits de paiements et contrôles.

Sans oublier l'effet médiatique négatif de ces annonces. Quand on entend dans des émissions politiques, en présence du Premier Ministre et du ministre de l'écologie, que si le nombre d'agriculteurs baisse drastiquement, le nombre de fonctionnaires au MASA reste relativement stable depuis 30-40 ans, avec un chiffre de 36 000 agents pour 400 000 exploitants agricoles, ce sont encore nos agents qui vont devoir se justifier face à des agriculteurs qui vont prendre ces données comme argent comptant.

A ce contexte social agricole tendu s'ajoute une annonce du ministre de l'économie de réaliser 10 milliards d'économies dont 5 seront réalisés par les ministères. Pour le MASA, à proportion, ça représente environ 70 millions d'euros. Report de recrutements, acheter moins, réduction des déplacements, économies sur l'immobiliers et dépenses induites. Est-ce le retour des réunions en visio-conférence ? Gel des recrutements alors que les services espéraient un peu d'oxygène et de renfort en personnels ?



UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES - Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

78, rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP - ☎ 01.49.55.43.05

- unsa-agrifor.syndicats@agriculture.gouv.fr - <https://www.unsa-agriculture.fr/>

Toujours sur les annonces ministérielles, l'expérimentation de la semaine de 4 jours. Monsieur le Premier Ministre y est favorable mais sans réduction du temps de travail. Le ministre de l'intérieur a fait une annonce d'expérimentation lors de la rencontre de l'Administration Territoriale de l'Etat, en Bretagne mi-février.

Quelle est la position du ministère de l'agriculture sur cette expérimentation ? Comment faire une semaine de 4 jours sans réduction du temps de travail quand des agents passent très souvent plus d'1 heure pour se rendre sur leur lieu de travail ? 35 h en 4 jours, c'est 8 h 45 chaque jour sans RTT et sans réelle possibilité de moduler son temps de travail d'un jour à l'autre.

A l'UNSA, nous demandons que la qualité de vie au travail ne soit pas sacrifiée au nom d'une application qui vient d'en haut avec l'illusion d'une attractivité des métiers de la fonction publique. L'organisation du travail, l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle, le volontariat, aucune perte de rémunération et surtout entamer des négociations sont des prérequis pour l'UNSA pour envisager cette expérimentation.

L'UNSA souhaitait aussi vous alerter sur la situation dans plusieurs SGCD. Nos collègues sont en souffrance, nombre d'entre eux veulent revenir sur des postes au MASA ou d'autres d'ailleurs car dans l'urgence ils sont prêts à prendre d'autres missions. Qu'en est-il du suivi des agents de notre ministère ? Sont-ils toujours accompagnés par les IGAPS ? Peut-on avoir un bilan relatant les ETP transférés et les agents encore en poste ?

Pour terminer, la question prévoyance : Nous souhaitons des précisions sur la méthode retenue par le MASA et son application au 1^{er} janvier 2025. M MAIRE a évoqué à deux reprises un référencement alors que la DGAFP parle de marché public. Quelle articulation, quelle stratégie ? Le MASA prévoit plusieurs organismes de prévoyance ?

En terme de garanties, l'UNSA demande que soit bien intégrée une couverture à 100 % du CMO et du CLD dès le passage à demi-traitement.

Je vous remercie de votre attention.